

**PORTANT RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal n°AT-2024-0886 délivré le 05 juin 2024 réglementant le stationnement des véhicules sur la rue Mathieu Lalanne, en raison d'une représentation artistique au Musée des Beaux Arts ;

Considérant qu'une modification des dates a été apportée ;

Considérant par conséquent qu'il convient de modifier l'arrêté municipal susnommé ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – l'arrêté municipal n°AT- 2024-0886 délivré le 05 juin 2024 réglementant le stationnement des véhicules sur la rue Mathieu Lalanne, en raison d'une représentation artistique au Musée des Beaux Arts, est modifié comme suit :

Du **Mardi 15 Octobre 2024 à 22h00 au Mercredi 16 Octobre 2024 à 18h00**, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant au droit du Musée des Beaux Arts, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux.

Seul le véhicule Renault Master immatriculé 2634 TQ 87 est autorisé à stationner sur cet emplacement.

ARTICLE 2 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

13/06/2024

Pau, le 12 juin 2024